



Déclaration préalable FSU
CTSD du 7 avril 2015

Une fois de plus, pour des raisons électoralistes, le ministère a décidé de retarder les travaux de préparation de la carte scolaire. C'est d'autant plus incompréhensible que les enjeux départementaux de la carte scolaire des écoles sont pour le moins limités.

Les élections départementales ont encore été marquées par une forte abstention, notamment des jeunes et des catégories populaires, par la confirmation de scores très élevés de l'extrême-droite, par la défaite de ce gouvernement. Au-delà des enjeux locaux, les résultats sanctionnent une politique gouvernementale qui ne répond pas aux attentes sociales. Les conditions de vie de la grande majorité des citoyens se dégradent faisant de l'emploi, du pouvoir d'achat, des services publics et de la protection sociale des préoccupations essentielles. Le gouvernement s'enfoncé dans une logique économique libérale et mène une politique de réduction du « coût du travail » qui se fait au détriment des acquis sociaux et de la protection sociale, des droits des salarié-es, et ce, sans relancer l'emploi.

Dans l'éducation nationale, les « 60 000 postes promis » se sont traduits cette année par seulement 2511 postes pour le 1^{er} degré. Il ne reste que 861 emplois pour 234000 élèves supplémentaires puisque le reste finance l'amélioration des décharges de direction et les allègements de service dans les REP+. La conséquence est directe sur les 19 retraits de postes pour notre académie, le Jura en rend 15.

Or au moment des opérations de cartes scolaires, l'amélioration qualitative attendue est inexistante et entre en concurrence avec les ouvertures de classes dont les effectifs continuent d'augmenter. Votre volonté de fusionner les écoles, d'arriver à des structures d'au moins 5 classes a des conséquences négatives pour les écoles et les équipes. Alors que les écoles à 5 classes et plus représentent 41 % des écoles, elles représentent 45 % des ouvertures et 63 % des fermetures.

C'est cela aussi qu'il faudrait pouvoir lire dans les interviews que vous donnez : plus encore que les possibles intérêts pédagogiques que vous mettez en avant (sans prendre en compte les conclusions de nombreux chercheurs défendant les écoles à taille humaine) les écoles à 5 classes et plus fournissent surtout l'équation mathématique rêvée pour effectuer des fermetures et tendre à 27.5 élèves par classe partout après fermeture...

La FSU a, cette année encore, chiffré les besoins pour seulement pallier les premières nécessités en matière de fonctionnement du service public d'éducation. Pour l'allègement du nombre d'élèves par classe, les remplacements, les RASED, la scolarisation de tous les élèves de moins de 3 ans inscrits dans les prévisions. L'engagement budgétaire, pour notre département, doit être à minima de 186 postes. Nous n'en obtenons aucun.

Nous continuerons, avec les parents, les élus, les enseignants, à exiger les moyens nécessaires à la réussite de tous les élèves dans un service public laïque d'éducation de proximité et de qualité.

Au moment où le ministère organise des grands raouts pour faire émerger les réponses locales et défendre les valeurs de la République, il oublie d'agir contre la concurrence institutionnalisée, contre les politiques d'évitement scolaires, pour donner les moyens à l'école de faire autre chose que du tri social. Les politiques d'austérité, de mise à mal de solidarités, des services publics engendrent la désespérance sociale et des replis sur soi qui font le lit des idées d'extrême droite. Pour la défense de l'emploi, des salaires, des solidarités, des services publics et pour une école qui permette à tous de devenir citoyen, nous serons en grève interprofessionnelle unitaire le 9 avril.